

Japon L'effet Abenomics n'a pas eu lieu

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MARC EPSTEIN

Malgré le plan de mesures lancé par le Premier ministre début 2013, la machine économique ne repart pas. Car, au-delà de la déflation, le pays est en proie à d'autres blocages.

QUELQUE CHOSE NE TOURNE PAS ROND dans l'économie japonaise, et Takako Suwa est bien placée pour en parler. Voilà onze ans que cette femme énergique et souriante a hérité de son père une petite entreprise de fabrication d'instruments de précision. A Ota, un quartier du sud de Tokyo, la société Daiya Seiki emploie une trentaine d'ouvriers. Penchés sur des machines qui ont souvent vingt ans d'âge, ils réalisent des pièces en métal destinées à l'industrie automobile et taillées au micron près. « Nissan, Toyota

et les autres ont des exigences si pointues que la production ne peut être confiée à des robots, note Takako Suwa. Et je ne crains pas la concurrence étrangère, ajoute-t-elle, car nos techniques sont ultraspécialisées. »

La survie de l'entreprise n'est pas garantie pour autant. La crise financière mondiale de 2008 et ses effets sur le secteur automobile ont bien failli obliger la jeune PDG à mettre la clé sous la porte. Le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire de Fukushima, en mars 2011, ont constitué un défi supplémentaire. Voilà pourquoi Takako Suwa attendait beaucoup des Abenomics, le grand plan de redressement du Premier ministre conservateur, Shinzo Abe, revenu au pouvoir il y a près de deux ans. Mais ses espoirs ont été déçus : le décollage attendu n'a pas eu lieu. « La situation est très difficile pour des PME comme la mienne, souligne-t-elle. A la fin des années 80, quand mon pays semblait sur le

MANISH SWARUP/AP/ISPA

point de dépasser les Etats-Unis comme puissance économique dominante, ce quartier de la capitale comptait près de 9 000 entreprises. A présent, il en reste 3 000, et la plupart vivotent : elles sont dirigées par des personnes âgées dont les enfants refusent de prendre la relève. Shinzo Abe est un ami de ma famille, et je ne demandais qu'à adhérer à son projet. Mais il ne s'est rien passé. »

Ils sont nombreux, ceux qui, comme elle, souhaitaient y croire... Car le Japon est embourré depuis près de deux décennies dans une situation de





« déflation rampante ». Conséquence du krach boursier et immobilier du début des années 90, la baisse inexorable des prix, entamée à partir de 1998-1999, a totalement grippé la machine économique. Pour emprunter une image au monde automobile, tout se passe comme si le moteur de l'activité était en panne : en l'absence d'un tour de manivelle qui permettrait de redémarrer la machine, la troisième puissance économique du monde, après les Etats-Unis et la Chine, progresse sur sa lancée, mais guère plus. A la manière d'un véhicule en roue libre.

« La déflation est un cycle infernal, soupire Etsuro Honda, l'un des conseillers du Premier ministre à l'origine des Abenomics. Quand les prix baissent mois après mois, les consommateurs finissent par anticiper ce mouvement et s'abstiennent de dépenser. Résultat : les entreprises coupent dans leurs investissements, puis nombre d'entre elles réduisent les salaires. A ce rythme-là, l'économie est vite paralysée, et il est toujours compliqué de trouver le bon remède. » Aux Etats-Unis, entre 1933 et 1938, le New Deal du président Franklin D. Roose-

TOKYO. Près de deux ans après les premières mesures prises par le pouvoir, l'économie japonaise piétine.

velt a permis de mettre un terme au phénomène, né du krach de 1929 et de la Grande Dépression. Le Japon est le seul pays, depuis la Seconde Guerre mondiale, qui a connu une période de déflation aussi longue.

Des salaires et des dépenses qui stagnent

Tout le monde convient qu'il était urgent de réagir, mais les flèches tirées par le pouvoir ont, semble-t-il, raté le cœur de la cible. D'abord, au début de 2013, un ensemble de stimulus fiscaux devait doper l'activité. Un décollage a bien eu lieu, mais il appa-



CHANGEMENT. Shinzo Abe (ici, avec sa femme) a fait de la féminisation du monde du travail une de ses priorités.



DÉCEPTION. A priori favorable aux mesures des Abenomics, la dirigeante Takako Suwa ne voit pas la situation de sa PME s'améliorer.

→ raît, avec le recul, comme un feu de paille. Ensuite, un assouplissement quantitatif orchestré par la Banque du Japon a inondé le pays d'argent frais, afin d'inciter les banques à financer les entreprises et de soutenir la baisse du yen, propice, en principe, à une relance des exportations. Or cette politique n'a pas rencontré le succès escompté. Aujourd'hui, les demandes de prêts des sociétés et des particuliers stagnent. Si la monnaie nationale a bien perdu 26 % de sa valeur face au dollar en moins de deux ans, les grands groupes industriels, confrontés à une conjoncture

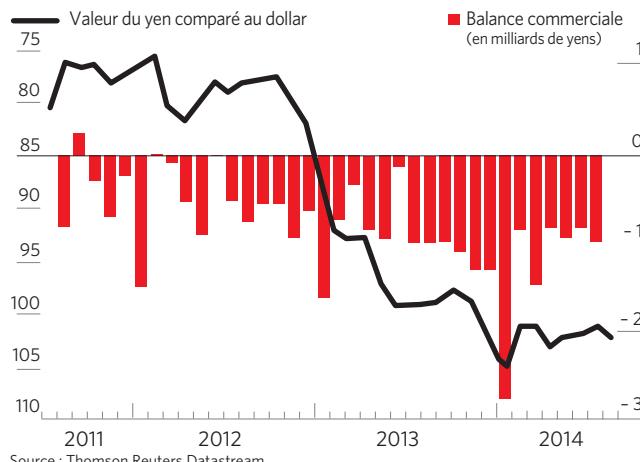
internationale atone, ont choisi de consolider leurs marges en maintenant le prix de leurs marchandises en devises étrangères. C'est logique, car nombre d'entreprises ont délocalisé leurs usines à l'étranger : au Japon, l'export ne représente que 15 % du PNB (contre 51 % en Allemagne, ou 54 % en Corée du Sud). Résultat : la baisse du yen a eu pour principal effet d'alourdir la facture énergétique, déjà affectée par la fermeture de 48 centrales nucléaires. Pour le consommateur, le prix d'un plein d'essence comme ceux des produits alimentaires importés et des appareils électroniques

assemblés en Chine n'ont jamais semblé si élevés.

Fâcheux, car les géants de l'économie japonaise, malgré des bénéfices en hausse, rechignent à augmenter les salaires ou à offrir des contrats à durée indéterminée. Sous la pression du gouvernement, les revenus nominaux ont un peu progressé depuis le printemps dernier pour les privilégiés qui bénéficient d'un emploi protégé, mais cela n'a pas été le cas pour les travailleurs précaires, soit près de quatre actifs sur dix. Les prix et les salaires ont cessé de baisser, certes, mais il est trop tôt pour affirmer que le pays est sorti de la déflation. D'autant que les problèmes structurels demeurent et que la hausse de la TVA de 5 à 8 %, instaurée en avril afin d'améliorer les finances publiques d'un Etat endetté à hauteur de 230 % du PIB, a anéanti les tentatives de relance de la consommation.

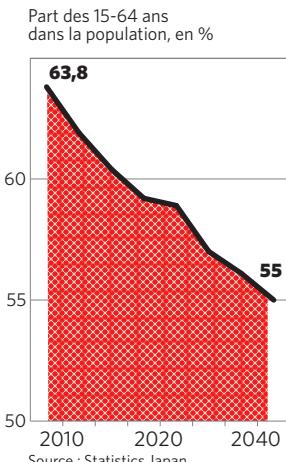
Reste à tirer la troisième flèche, alors, celle qui devait libérer les énergies. Problème : elle tarde à prendre forme. En mars 2013, le Premier ministre avait promis la signature rapide du TPP, ce gigantesque accord de libre-échange qui vise à intégrer les économies des régions Asie et Pacifique. Or les négociations traînent, car Tokyo refuse d'ou-

UN SOLDE COMMERCIAL TOUJOURS NÉGATIF



GRAPHIQUES : L'EXPANSION

DE MOINS EN MOINS D'ACTIFS





SHIZUO KAMBAYASHI/APS/PIA

ALERTE. Le vieillissement de la population est un enjeu central au Japon, où, déjà, un habitant sur quatre a plus de 60 ans.

vrir à la concurrence étrangère une série de secteurs où dominent, comme par hasard, des lobbys proches du parti au pouvoir. La réforme du marché du travail, elle, se heurte à l'opposition des administrations régionales, entre autres.

Faire appel aux femmes et aux travailleurs immigrés

« Il est trop tôt pour enterrer les Abenomics, juge Susumu Takahashi, économiste et président du Japan Research Institute, un centre d'analyse. Le gouvernement peut encore atteindre ses objectifs et sortir le pays de l'ornière. Mais les réformes de structure ne suffiront pas. Il faut agir aussi sur les mentalités. Le déclin démographique nous amène à perdre chaque année 0,5 % de notre population active. Dans ces conditions, pour obtenir un taux de croissance de 2 %

par an, nous devons améliorer la productivité de 2,5 % chaque année. Cela suppose de réformer de fond en comble le management “à la japonaise”. Peut-être faut-il payer les salariés en fonction des tâches qu'ils ont accomplies, par exemple, et non au regard des heures qu'ils ont passées derrière leur bureau. » Nombre de démographes估计 que la population pourrait décliner de 127 millions d'habitants aujourd'hui, à 100 millions en 2060. Déjà, un habitant sur quatre a plus de 60 ans.

« Tôt ou tard, reprend Susumu Takahashi, le pays devra lutter contre la pénurie de main-d'œuvre. En facilitant l'emploi et la promotion hiérarchique des femmes, d'abord, mais aussi, à plus longue échéance, en attirant quelque 10 millions de travailleurs immigrés. »

Cela n'ira pas sans mal. Toujours très accueillants envers les visiteurs occidentaux de passage, les Japonais n'apprécient guère la présence de travailleurs immigrés peu qualifiés, au désespoir de nombreux patrons dans des secteurs tels que le bâtiment ou la restauration. Seulement 1,5 million d'étrangers sont installés dans l'archipel, où l'immigration reste strictement encadrée. Conservateur aux accents nationalistes, Shinzo Abe semble bien mal placé pour peser dans ce domaine.

En revanche, et au risque de surprendre ses alliés, le Premier ministre s'est soudain mué en porte-parole des droits des femmes, en particulier dans le travail, au point d'en faire l'un des pans de ses Abenomics. Il était temps: 60 % des Japonaises quittent leur emploi après la naissance de leur premier ➤

La pauvreté, un mal grandissant

Les chiffres dévoilés le 1^{er} août par le ministère japonais des Affaires sociales révèlent que, en 2012, 16,1% de la population vivaient sous le seuil de pauvreté. Celui-ci était alors estimé à 1,22 million de yens (8 629 euros), soit la moitié du revenu annuel médian. Pour la première fois, la part des enfants touchés par la pauvreté (16,3%) dépassait celle des adultes. Ce niveau confirme la place occupée par l'archipel depuis plusieurs années parmi les mauvais élèves de l'OCDE. Le Japon se situe en quatrième position des nations affichant le taux de pauvreté le plus élevé, derrière le Mexique, la Turquie et les Etats-Unis. Parmi les foyers à parent unique, il est en tête, à 58,7%, devant les Etats-Unis (50%). En France, à titre de comparaison, 19 % de ces ménages vivent sous le seuil de pauvreté.

L'Institut pour la population et la sécurité sociale (IPSS), organisme public, souligne trois spécificités japonaises. L'importance des travailleurs pau-



SHIHO FUKADA/PANOS/REA

PRÉCAIRES. Dépourvus d'une vraie protection sociale, ces travailleurs sont particulièrement touchés.

vres, l'existence de catégories de population particulièrement touchées – jeunes, foyers à parent unique, personnes âgées – et, enfin, l'inefficacité des politiques publiques à lutter contre la pauvreté. De fait, le nombre de travailleurs pauvres croît depuis les années 80, époque où les entreprises ont commencé à recourir en masse aux contrats à durée déterminée et à l'intérim, profitant de politiques qui favorisaient le recours aux

contrats précaires. Malgré une pause quand le Parti démocrate du Japon était au pouvoir, entre 2009 et 2012, les gouvernements successifs ont peu à peu allongé la liste des métiers ouverts à l'intérim et aux CDD. Aujourd'hui, près de quatre actifs sur dix sont en contrat précaire. Or les écarts de salaires entre contractuels ou intérimaires et salariés à temps plein peuvent aller du simple au double : « Cela crée une pression sur les rémunérations des

salariés en CDI », regrette l'IPSS. Les experts de l'organisme s'inquiètent aussi du non-paiement des cotisations sociales, santé et retraite par 40 % des travailleurs précaires : dans le système japonais, c'est à eux de cotiser et non à l'employeur.

Pour aider les plus démunis, il existe un système équivalent au RMI : 1,6 % seulement de la population en bénéficiait, en raison des difficultés rencontrées pour y accéder. Dans le même temps, il n'y a pas de minimum vieillesse. Compte tenu de la modicité des retraites nippones, qui ont baissé de 1% en avril et baisseront de 0,5 % en avril 2015, et de l'allongement de la durée de vie, la pauvreté des personnes âgées devient problématique. Le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures pour lutter contre la pauvreté des enfants. Mais, déplore-t-on à l'IPSS, « les contraintes budgétaires sont telles que les fonds disponibles pour l'assistance aux plus démunis restent limités ».

© PHILIPPE MESMER, À TOKYO

► enfant, car les crèches et les garderies sont trop peu nombreuses et hors de prix. Surtout, celles qui retrouvent le chemin de l'entreprise sont souvent stigmatisées par leurs collègues masculins, qui voient en elles des rivales. Le gouvernement a promis de créer 400 000 nouvelles garderies d'ici à 2018. Faire évoluer les mentalités risque de prendre plus longtemps.

Akira Matsumoto en sait quelque chose. Voilà cinq ans qu'il préside aux destinées de Calbee, le principal producteur de snacks et de biscuits salés dans l'archipel. Depuis sa nomination, fort de son expérience

précédente dans un groupe américain, il n'a cessé de défendre la diversité dans son entreprise et, en particulier, la promotion des femmes aux postes hiérarchiques. « Tous les hommes affirment soutenir ma démarche mais je n'en crois pas un mot, s'exclame-t-il. Dans mon pays, le monde du travail est resté très confortable pour les salariés masculins. Ce n'est pas sain : une entreprise n'a pas vocation à être un lieu de confort. Je suis pour faire une plus grande place aux femmes, aux étrangers, aux minorités, car cela accroît la compétitivité. Mais je me sens souvent seul ! J'ai 67 ans et la



CALBEE

AKIRA MATSUMOTO. Par sa politique de promotion des femmes, ce grand patron fait figure d'exception dans un monde de l'entreprise encore très machiste.

plupart de mes amis, patrons des grandes sociétés japonaises, considèrent le statut des femmes comme la dernière de leurs priorités. Ils attendent que Shinzo Abe parte à la retraite pour reprendre leurs mauvaises habitudes, car aucun homme politique, hormis Abe, ne défend l'emploi et la promotion hiérarchique des femmes. Le modèle qui a permis à l'économie de prospérer, entre 1955 et les années 80, a été très sympathique. Mais la fête est finie. Les Japonais doivent apprendre à vivre autrement. Et trop peu d'entre nous l'ont compris. »

© MARC EPSTEIN